

19
avr. 2019

▲ Niv. 1

L'État a
répondu

France

n° 131/2018

Création de l'alerte : 26 nov. 2018

Agressions répétées de journalistes par les "Gilets jaunes"

SOURCE DE LA MENACE ▶ Non-étatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Atteintes à la sécurité et à l'intégrité physique des
journalistes

AUTEUR : FEJ/FIJ, CPJ, RSF

Les syndicats français de journalistes SNJ, SNJ-CGT et CFDT Journalistes dénoncent la multiplication des agressions de journalistes durant les mobilisations des « gilets jaunes » dans plusieurs villes de France. Depuis le 17 novembre 2018, les insultes ou les menaces de certains "Gilets jaunes" à l'encontre des journalistes sont devenues monnaie courante dans les manifestations et sur les réseaux sociaux. Plusieurs journalistes ont également été victimes d'agressions physiques. Les directions des chaînes télévisées d'information ont dû prendre des mesures pour protéger leurs reporters. Le samedi 24 novembre, une violence décomplexée s'est déchaînée contre plusieurs équipes de télévision qui couvraient les manifestations. A Besançon, le 17 novembre, des journalistes de la radio associative BIP ont essuyé des insultes à caractère raciste. L'un d'entre eux a été frappé au visage. Victime d'une fracture, il a porté plainte. A Montpellier, le 18 novembre, plusieurs reporters de télévision ont été pris à partie par des dizaines de manifestants. Une journaliste pigiste qui collabore avec plusieurs chaînes de télévision, dont BFM TV, a essuyé des crachats. A Toulouse, le 24 novembre, les équipes de BFM TV et CNews se sont fait traiter de « collabos », et ont également été la cible de crachats et de menaces. Ces journalistes ont échappé à une tentative de lynchage, sur la place du Capitole, de la part d'une centaine de personnes, sans l'intervention des forces de l'ordre. A Béziers, le 24 novembre, ce sont des journalistes de la chaîne publique régionale France 3 Occitanie qui ont été gravement pris à partie. Un groupe d'environ 300 Gilets jaunes s'en est pris également à la rédaction du quotidien Midi Libre. Un journaliste a reçu des coups et la poignée de la porte de l'agence locale du quotidien a été brisée quand des manifestants ont tenté de pénétrer de force dans les locaux. Cinq journalistes de CNEWS et BFMTV ont porté plainte pour « violences aggravées », « menaces de mort » et « tentative d'agression en réunion », suite aux manifestations du 24 et 25 novembre.

MISES À JOUR

07 juin 2019 : Le 5 juin 2019, le Tribunal correctionnel de Rouen a condamné cinq hommes âgés de 18 à 59 ans à six mois de prison ferme pour « violences aggravées » à l'encontre d'un agent chargé de la protection de journalistes de la chaîne LCI lors de la manifestation du 12 janvier 2019. Les agresseurs ont également été condamnés à lui verser solidairement 3 000 € en réparation du préjudice subi par une fracture du nez. En raison du manque de preuve à charge, seul deux hommes ont été déclarés coupables de l'agression des journalistes.

➔ **Article publié par Le Figaro : "Six mois ferme pour l'agression de journalistes et agents de sécurité à Rouen"**

13 mai 2019 : Le 10 mai 2019, le Tribunal correctionnel de Toulouse a déclaré Guillaume H., 29 ans, coupable d'avoir frappé et menacé le journaliste Jean-Luc Thomas lors de la manifestation du 24 novembre 2018. Il a été condamné à cinq mois de prison avec sursis pour « violences aggravées », à 1 600 € de dommages-intérêts au bénéfice du journaliste et à 1 € de dommages-intérêts à CNews. Il a également été interdit de présence lors de manifestations et obligé à suivre un traitement pendant deux ans de mise à l'épreuve.

➔ **Article publié par Le Parisien : "Agression d'un journaliste durant l'acte 2 des Gilets jaunes : cinq mois de prison avec sursis"**


15 janv. 2019 : Le 12 janvier 2019, plusieurs journalistes ont été pris à partie ou agressés lors de la couverture des manifestations de "gilets jaunes", en France. Dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 janvier, une trentaine de Gilets jaunes ont bloqué le dépôt de Valenciennes du quotidien régional « La Voix du Nord », empêchant la distribution de 20.000 journaux, samedi matin. Une cinquantaine de "gilets jaunes", dont certains étaient encagoulés, ont bloqué le centre d'impression du quotidien régional "L'Yonne Républicaine" à Auxerre. Ils se sont rassemblés devant le centre d'impression, peu avant minuit, empêchant la sortie des camions de livraison. Le blocage a empêché la diffusion de certaines éditions des quotidiens régionaux « Le Journal du Centre » et « La République du Centre ». Près d'Angoulême, le quotidien régional "La Charente libre" n'a pu paraître que grâce à une protection policière. Environ 70 gilets jaunes s'étaient rassemblés devant le siège du journal. Ils ont tenté de bloquer la distribution du quotidien, accusé d'être "un ramassis de journaloux à la solde du gouvernement". Samedi, à Rouen, un agent de sécurité qui accompagnait deux journalistes de la chaîne télévisée d'information LCI a été roué de coups alors qu'il était à terre. Il souffre d'une fracture du nez. Une plainte a été déposée. À Paris, une équipe de journalistes de LCI a également été prise à partie par quelques manifestants et une journaliste a été jetée à terre avant d'être protégée par d'autres manifestants. A Toulon, deux journalistes vidéo de l'Agence France Presse (AFP) ont été menacés alors qu'ils filmaient des échauffourées, avant de trouver refuge dans un restaurant. A Marseille, une journaliste vidéo de la chaîne télévisée publique France 3 et deux photographes ont été insultés et empêchés de travailler. À Toulouse, une journaliste du quotidien régional « La dépêche du Midi », insultée et menacée de viol par des "gilets jaunes" encagoulés, a porté plainte le dimanche 13 janvier. Réfugiée dans sa voiture, elle a

vu les manifestants lui hurler «On va te sortir et te violer», a rapporté Lionel Laparade, un rédacteur en chef adjoint du journal sur Twitter. À Pau, un journaliste pigiste du média local « C L'Info Pau », Franck Paillanave, a été frappé en plein direct télévisé. Il s'est trouvé encerclé par des "gilets jaunes" qui l'ont couvert d'insultes, puis il a reçu des coups. Il a indiqué dimanche qu'il allait lui aussi déposer plainte.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

- ➔ **Joint statement co-signed by EFJ: "Non, la presse ne doit pas être un bouc émissaire!"**
- ➔ **Information publiée par le CPJ (en anglais) : "Police, 'yellow vest' protesters both target journalists in France, Belgium"**
- ➔ **Communiqué du SNJ-CGT: "Stop ! Les agressions de journalistes par des manifestants « gilets jaunes » doivent cesser"**
- ➔ **Communiqué du SNJ: "Gilets jaunes : s'en prendre aux journalistes, c'est tourner le dos à la démocratie"**
- ➔ **Tribune cosignée par la FEJ: "Non, la presse ne doit pas être un bouc émissaire!"**

RÉPONSES DE L'ÉTAT

 **15 févr. 2019** | Réponse des autorités françaises

- ➔ **Lettre de la Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe**

SUITES DONNÉES



26 févr. 2019 | La Commissaire aux droits de l'homme adresse un Memorandum au Gouvernement français

- ➔ **Maintien de l'ordre et liberté de réunion dans le contexte du mouvement des « gilets jaunes » en France**



28 nov. 2018 | Les agressions ces derniers jours lors de manifestations en France sont intolérables. Les journalistes doivent pouvoir couvrir des manifestations publiques sans pressions, menaces, ni attaques

- ➔ **Tweet de Harlem Désir**

